

# JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

## ADMINISTRATION

CAHORS : L. LAYTOU, DIRECTEUR, RUE DU LYCÉE

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

## PUBLICITÉ

ANNONCÉS (la ligne)..... 25 cent.  
RÉCLAMES — ..... 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Cahors, le 13 Juin

## Le Collectivisme et le Cabinet

Depuis la rentrée, le cabinet a déjà gagné deux batailles. En plantant son drapeau au milieu de la Chambre, le président du conseil a opéré une manœuvre habile, et en même temps courageuse. Il a indiqué par là, nettement, qu'il n'entendait pas faire de la politique de parti, mais au contraire de la politique d'idées. De l'avis général, l'évolution était nécessaire pour donner un regain de vie au régime parlementaire, dont des ministres maladroits ou mal intentionnés prétendaient ne pouvoir plus rien tirer.

Si nous sommes heureux de voir un gouvernement afficher enfin une conception nette de la politique qui écarte les considérations de personnes, nous ne le sommes pas moins de constater avec quelle vigueur M. Barthou et M. Méline se sont séparés du collectivisme.

Ce divorce s'imposait. Le ministère précédent avait trop laissé prendre pied au socialisme-collectiviste, dont M. Guesde est le grand prêtre, avec MM. Millerand et Jaurès, pour enfants de chœur.

Le collectivisme est actuellement le grand péril. Il vise à la ruine de la propriété individuelle, ce qui ne pourra se faire sans révolution. Un gouvernement n'est digne de ce nom que s'il se met énergiquement en travers du mouvement collectiviste. Il ne lui doit pas seulement une indifférence, — qui passerait pour de la complicité, — mais la lutte.

Le discours de M. Barthou est venu à son heure. Il y a dans le public une tendance fataliste qui ressemble fort à la désertion devant l'ennemi. On s'abandonne, on se décourage ! On se dit que le collectivisme est l'avenir, et qu'on n'endigne pas un torrent. Tout cela est mensonge, erreur et lâcheté ! Le collectivisme n'est pas l'avenir, il n'est pas inéluctable. On l'a vu à Rome, au temps des Gracques et des lois agraires, on

l'a retrouvé au commencement du siècle avec le babouvisme. Cet avenir est donc déjà un passé, et en quoi ce passé a-t-il été inéluctable ?

D'ailleurs, il faut être bien convaincu d'une chose : c'est qu'un homme vaut un homme et qu'une volonté vaut une volonté. Sauf par la force, rien ne se fait qu'il n'y ait consentement des intéressés. Si le collectivisme voit en face lui un gouvernement énergique, appuyé par des électeurs résolus, il battra en retraite, parce qu'il n'est pas le nombre et que, jusqu'à présent, il n'est pas la valeur. Non, pas de fatalisme et pas d'abandon ! Du nerf, et un sentiment intense des droits séculaires de chacun ! Voilà ce qu'il faut, — ce qui n'empêche pas de faire du socialisme pratique, de réformer ce qui est mauvais et d'améliorer ce qui n'est que passable. A cette tâche, chacun peut se livrer sans étiquette, en s'inspirant simplement des intérêts de l'humanité.

J. QUERCYTAÏN.

## PARLER ET AGIR

Plus j'observe et plus je me pénétre de cette idée que l'organisation et la discipline, seules, constituent la force d'un parti.

Une armée, si nombreuse qu'elle soit, sera vouée à la défaite si elle n'a pas de cadres solides et si elle ne sait pas obéir.

Le parti modéré a d'innombrables soldats et des chefs éprouvés, mais sauf dans quelques milieux, encore rares, il n'a pas encore d'organisation au sens propre du mot.

Aussi, arrive-t-il parfois, qu'il se fait battre quand il devrait triompher et qu'écartant la majorité, il recule devant des minorités plus unies et plus âpres à la bataille. Il ne se peut rien concevoir de plus funeste, en politique, que l'hésitation et l'indifférence. — Savoir ce qu'on veut et où l'on va, le dire clairement et hautement est une des conditions essentielles du suc-

cès. Un parti qui somnole, qui ne désire pas conquérir le pouvoir et qui ne s'efforce pas de le conserver quand il le détient, est un parti qui n'est pas digne de vivre. Il perd tout crédit, toute influence et l'opinion, qui va toujours aux énergiques, aux audacieux, finit tôt ou tard par l'abandonner.

Il est incontestable, que dans le pays, comme à la Chambre, les modérés et les progressistes sont le nombre. Mais ils comptent trop sur cette supériorité. Ils se fient trop aussi à l'habitude de vaincre et à l'excellence de leurs doctrines. Par ce temps de discussion, de libre critique et de polémique à outrance, c'est une faute grave que de s'éloigner des débats, de laisser perpétuellement la parole à ses adversaires.

« Bon droit a besoin d'aide », dit un vieux proverbe français. Les idées justes et saines ont aussi besoin d'être défendues. Il ne faut pas livrer le suffrage universel à lui-même en face de l'agitation socialiste. Le bon sens et la raison peuvent subir des éclipses. Le devoir de tous ceux que le pays a investis de sa confiance, est de prendre part au combat, d'orienter et d'éclairer les esprits, de réfuter les utopies, de dissiper les équivoques, de démasquer les pièges tendus à la bonne foi des électeurs, de désigner les réformes pratiques et de montrer le péril que le collectivisme ferait courir à la propriété et à la liberté individuelles, c'est-à-dire aux deux points d'appui sur lesquels reposent la prospérité et la puissance nationales.

Voyez avec quelle habileté et quelle ténacité les socialistes mènent leur campagne. Ils ne reculent devant rien. Ils donnent, sans compter leur temps et leur peine. Il faut imiter cet exemple.

Dans chaque centre, grand ou petit, il suffit de un ou deux hommes courageux pour stimuler les initiatives, réchauffer le zèle des hésitants et grouper les bonnes volontés. Dans cette œuvre de propagande démocratique, on devra s'assurer la collaboration des journaux régionaux et locaux. Ce sont des instruments précieux.

Puis il demanda :

— Comment es-tu au Tonkin ?

— L'histoire n'est pas longue, allez, mon lieutenant, répondit Maluni.

Quand j'ai eu commis l'infamie que vous savez, je me suis trouvé mal à l'aise, malgré l'argent que j'avais gagné si facilement.

Je me souvenais toujours de la façon dont vous m'aviez jeté les billets de banque promis en échange de mon secret, votre regard plein de mépris me poursuivait partout.

Mon ami, que je me suis dit comme ça, t'as commis une canaillerie, avant t'étais seulement un propre à rien, maintenant t'es une franche crapule. Ça ne te portera pas bonheur.

Et je ne me suis pas trompé, mon lieutenant ; trois jours après ma visite chez vous, je suis tombé malade.

Quand je suis sorti de l'hospice, la petite variole m'avait arrangé comme me voilà et avait fait de moi le beau garçon que je suis aujourd'hui.

C'est le bon Dieu qui m'a puni !

L'argent de Dubulle — encore un qui passera un vilain quart d'heure s'il me tombe jamais sous les pattes — me brûlait les doigts, je l'ai donné aux pauvres qui ont eu la chance de se rencontrer sur mon chemin.

J'ai appris alors qu'on se cognait solidement par ici et qu'on avait besoin de bras vigoureux pour casser les têtes de tous ces polichinelles jaunes qui veulent nous barrer la route.

Je me suis dit : mon gaillard, t'es pas manchot, v'la le moment de te faire pardonner ton crime ou de l'expier, je me suis alors rengagé, à condition qu'on m'ennverrait où ça chaufferait davantage.

FEUILLETON DU « Journal du Lot » 22

## HAINES MORTELLE

PAR

A. DES ORMEAUX

DEUXIÈME PARTIE

SUR LES COTES DE CHINE

II

Maluni

L'officier eut seulement un cri d'étonnement.

— Toi, je ne t'aurais jamais reconnu !

— Ah ! oui, toujours ma vilaine figure.

Et il ajouta de son ton de gouailleur incorrigible, déjà rassuré par l'expression de bonté répandue sur les traits de Paul.

Je vous assure, mon lieutenant, que ce n'est pas ma faute si j'ai changé de masque, c'est un déguisement dont je me serais bien passé, je n'ai pas gagné au change.

Savreux se laissa, reporté brusquement en arrière, il venait de revivre d'un seul coup toute sa souffrance mal endormie.

Maluni avait posé un doigt brutal sur la plaie encore saignante du cœur de l'officier, et cette évocation des mauvais souvenirs du passé avait avivé une douleur qui refusait de s'éteindre.

Le pauvre soldat crut que Savreux allait le chasser.

— Vous m'en voulez encore, demanda-t-il d'une voix très basse, à peine intelligible, comme s'il avait peur lui-même de ses propres paroles.

Savreux hésita l'espace d'une seconde.

La main de l'homme qui était devant lui, repentant, avait commis une ignoble besogne et détruit tout son bonheur, mais s'il vivait à cette heure, si les Chinois ne promenaient pas triomphalement sa tête sanglante au bout d'une pique, c'était à ce même homme qu'il le devait.

La lutte fut courte, il était bon, il se sentit porté à l'indulgence et tendit sa main au pauvre diable.

Cette fois Maluni ne la refusa pas, il écrasa les doigts de Paul sous une énergique pression, où il fit passer tout son repentir et tout le dévouement dont il était capable.

— Tu m'as fait bien du mal, c'est vrai, dit gravement Savreux, mais je ne t'en dois pas moins mon salut, cela suffit.

Mon ami, le passé est mort, je ne te connais que d'aujourd'hui.

— Merci, mon lieutenant, balbutia le soldat arrêtant du doigt une larme qui lui perlait au coin de l'œil, vous venez de me signer mon brevet d'honnête homme, vous pouvez compter sur moi.

Il ajouta, la tête haute maintenant, le front balayé des attristants préoccupations qui l'assombrissaient, la voix claire :

— Et maintenant, gare les faces jaunes avec leur sale tignasse en queue de cheval.

L'officier ne put retenir un sourire.

— Tu ne les traites déjà pas trop mal, fit-il.

On emploiera aussi avec le plus grand profit le système des conférences. Et il ne faut pas croire que pour parler en public il est nécessaire d'être un orateur de grande envergure. L'expérience démontre qu'il suffit de dire simplement et hardiment ce qu'on pense pour se faire écouter.

Nul de nous, dans le conflit d'opinion auquel nous assistons, n'a le droit de se désintéresser et de se taire. Il faut parler et agir. C'est une question de salut pour le pays et pour la République.

GEORGES LEYGUES,  
Député.

## THIERS ET JULES SIMON

Voici, sur les relations de Jules Simon et de Thiers, trois lettres très intéressantes et très curieuses, et qui montrent une fois de plus quelle haute estime et quelle vive sympathie M. Thiers professait pour l'homme éminent qui fut son ministre et son ami.

La mort de M. Jules Simon donne à ces lettres, curieuses à plus d'un titre, autant d'intérêt que d'actualité. La première surtout mérite d'être remarquée.

### PREMIÈRE LETTRE

Ouchy, près Lausanne, hôtel Beauvisage,  
23 septembre 1873.

Mon cher collègue et bien cher ami,

« Je vous remercie de votre lettre du 21, pour laquelle je vous dois cependant une grosse querelle. Quoi ! vous quitteriez Paris ! et pourquoi, je vous le demande ? parce que vous êtes sorti du ministère après trois ans, avec la réputation méritée d'un administrateur incomparable, et d'un grand orateur, d'un citoyen sans reproche ! Et cela quand il y a si peu d'hommes aujourd'hui capables de défendre la cause d'une liberté sage, quelle que soit la forme du gouvernement ! Ce serait de la folie. Que devrais-je donc faire, moi, avec mes soixante-treize ans, et avec pas mal de dégoûts aussi des hommes et des choses ? Eh bien je prends l'univers comme Dieu l'a fait, et soyez-en sûr, il en a fait une grande et sublime chose, laborieuse pour ceux qui l'habitent, mais où le prix est pour ceux qui ont le courage de travailler et de marcher jusqu'au bout. On n'a

Et voilà ! on m'a trimbalé pendant des mois sur mer puis on m'a débarqué ici un beau matin, et depuis ce temps-là, chaque fois que l'occasion se présente, je tape dans le tas ; les faces jaunes portent déjà de mes marques.

Certes, je n'espérais pas avoir l'honneur de servir sous vos ordres, encore moins celui de me battre à vos côtés.

Le bon Dieu m'a pardonné puisqu'il m'a permis de vous sauver la vie.

Maintenant, je me moque du reste, les Chinois peuvent me tanner la peau s'ils veulent, je ne me plaindrai pas.

Cet étrange récit, décousu, pittoresque, original, avait vivement ému Savreux.

— Tu es un honnête garçon et un brave soldat, fit-il ; avec cinq mille hommes comme toi, l'amiral irait tout droit à Pékin dicter les volontés de la France à l'empereur des empereurs.

Et le lieutenant se leva, tendant de nouveau la main à Maluni comme pour lui faire comprendre que l'entrevue était terminée.

— Veux-tu toujours rester auprès de moi, interrogea-t-il ? je demanderai à l'amiral qu'il l'attache à ma personne.

— Je voudrais être votre esclave, fit simplement Maluni.

— Alors, à demain.

Mais le soldat ne se décidait pas à s'en aller, il semblait ne pas comprendre que son chef venait de le congédier.

— Mon lieutenant, appela-t-il timidement ?

Savreux se retourna brusquement.

— Eh bien ! quoi, tu es encore là ?





